

<b>Zeitschrift:</b>	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
<b>Herausgeber:</b>	Société d'Etudes Economiques et Sociales
<b>Band:</b>	47 (1989)
<b>Heft:</b>	1
<b>Artikel:</b>	La solidarité interrégionale : condition du renouveau économique de l'Europe
<b>Autor:</b>	Landaburu, Eneko
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-139833">https://doi.org/10.5169/seals-139833</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# La solidarité interrégionale, condition du renouveau économique de l'Europe

Eneko Landaburu,  
*Directeur général de la politique régionale de la Commission des Communautés européennes (CEE)*

Le projet de la construction européenne — le projet de la CEE — dépasse le cadre proprement économique. Nous ne sommes pas ensemble uniquement parce que nous avons peur des Japonais et des Américains. Nous sommes ensemble parce que nous essayons de dégager un projet politique commun. Nous voulons une union qui aille au-delà des avantages économiques, qui aille au-delà des intérêts de niveaux de vie de nos populations. Nous sommes engagés dans un processus culturel (et ici à Arles, c'est important de le souligner) pour que nos destins soient, d'une façon indissoluble, mêlés, afin que l'Europe existe à nouveau, afin qu'elle redevienne un pôle, non pas impérialiste, mais un pôle important avec lequel il faut compter dans le concert international.

Ceci est très important et implique un certain nombre de servitudes, selon lesquelles il faut que nous acceptions tous de renoncer à quelques parcelles de nos souverainetés nationales, afin de les octroyer à un organisme forcément supranational, qui devra être le garant de l'intérêt général, le garant de l'atteinte de nos objectifs.

Aujourd'hui, c'est la Commission qui fait ce type de travail; elle est garante du Traité. Je crois qu'il n'y aura pas de possibilités européennes sans un transfert de souverainetés plus grand. En clair, cela veut dire: ou on accepte cela ou on est en dehors. On ne peut pas avoir les avantages de l'intérieur sans en assumer les inconvénients.

Je crois qu'en ce moment la Communauté européenne n'est pas prête d'accueillir un certain nombre d'autres pays. L'intégration de l'Espagne (mon pays) et du Portugal a créé suffisamment de difficultés de digestion afin qu'on ne se lance pas maintenant dans une nouvelle aventure qui viserait à regrouper d'autres pays autour de nous. Nous sommes actuellement dans une phase de consolidation, après l'Acte Unique. Ce qu'il nous faut, c'est réfléchir, et réfléchir avec des partenaires et des voisins sur les modalités de travail en commun pour le futur.

Il faudra que les gens sachent clairement que si on est à l'extérieur, on est à l'extérieur avec les avantages et les inconvénients, les avantages peut-être d'une neutralité, mais des inconvénients sur le plan économique et sur le plan politique, du fait qu'on sera isolé d'un ensemble de 320 millions non seulement de consommateurs, mais surtout de citoyens.

## LA POLITIQUE REGIONALE EUROPEENNE

Nous sommes réellement à un tournant extrêmement important pour le futur des régions en Europe, d'un point de vue européen. Deux faits essentiels sont intervenus ces

dernières années, qui modifient très profondément la réalité des choses et le panorama général.

**Premier point** (je l'ai mentionné): *l'adhésion de l'Espagne et du Portugal*, deux pays qui entraînent avec eux des problèmes régionaux forts, qui amènent à l'Europe des disparités régionales supplémentaires.

Nous sommes aujourd'hui, dans ce contexte des douze pays, dans une réalité où les écarts entre les régions pauvres et les régions riches sont beaucoup plus importants que dans n'importe quel autre grand pays — je pense aux Etats-Unis, à l'Union soviétique, à tous les grands pays qui ont des diversités régionales. Aujourd'hui, pour prendre le cas des Etats-Unis, les disparités régionales entre les régions plus faibles et plus riches sont statistiquement de l'ordre de 1 à 2,5. En Europe, nous sommes de 1 à 4,8. Ceci est extrêmement dangereux si l'on veut continuer à vivre dans une structure homogène, et si nous voulons vivre ensemble et faire des choix ensemble. Car, s'il y a trop de disparités régionales, le tissu risque de se déchirer.

Il y a donc une nécessité, avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal, de faire un effort extrêmement sérieux d'aménagement du territoire, et un effort extrêmement grand d'aide aux régions les plus défavorisées, pour qu'elles continuent à vivre dans cet ensemble de 320 millions d'habitants.

**Deuxième point** : *le Marché intérieur, l'Acte Unique*, qui nous donne des obligations, qui relance l'Europe, qui nous permet de voir le futur avec plus d'optimisme, car nous sommes en train d'appréhender des éléments de politique nouvelle (politique technologique, politique de recherches, etc.). Nous avons, avec l'Acte Unique, laissé de côté les scories du passé; nous sommes en train d'affronter les défis du 21ème siècle.

Le Marché intérieur ne peut se faire sans des politiques d'accompagnement, des politiques de cohésion économique et sociale.

Si en 1992 nous arrivons réellement à une liberté de circulation des biens, des capitaux et des personnes, cela va entraîner certaines conséquences négatives pour toute une série de régions en Europe, et en général les régions les plus défavorisées. Si nous voulons que ces pays, que ces régions acceptent le choc de la concurrence et jouent le jeu du Marché intérieur — même s'il leur en coûte, même s'ils sont dans une situation défavorable par rapport à la moyenne — il faut faire un effort considérable pour aller vers eux, pour les aider à jouer ce jeu de l'ouverture, ce jeu à l'intérieur du marché de 320 millions d'habitants.

C'est un défi extraordinaire, car nous savons que si nous ne le faisons pas, nous aurons inévitablement des réactions protectionnistes qui remettront non seulement en cause l'avancée du Marché intérieur, mais également celles qui ont été faites depuis trente ans dans l'intégration européenne.

En fonction de ces enjeux, vous voyez quelle est la place qu'occupe la politique régionale, qui doit devenir — et elle le deviendra — une politique essentielle de l'Europe.

Il y a eu un événement important les 11 et 12 février au sommet de Bruxelles, où les chefs d'Etats ont accepté de doter cette politique régionale de moyens beaucoup plus importants que ceux dont elle disposait jusqu'à maintenant. Aujourd'hui, la politique régionale absorbe environ 8% du budget communautaire, de l'ordre de 3 milliards et demi

d'écus (environ 21 milliards de francs français environ). En 1992, nous aurons le double; j'espère que nous atteindrons les 50 milliards de francs français comme budget annuel, afin de continuer le développement régional, et pour faire une politique d'accompagnement nécessaire à la cohésion économique et sociale et au Marché intérieur.

Cette date est importante, car les Etats ont accepté que la région devait jouer un rôle, que la région était un élément de développement essentiel pour le Marché intérieur, que le développement ne se faisait pas seulement depuis Bruxelles ou les capitales, mais que notre rôle était d'animer, de permettre l'éclosion des forces vives, l'éclosion des forces endogènes, afin de créer ce développement dans les régions périphériques, défavorisées ou en déclin industriel.

## **QUE FAIRE DE CET ARGENT?**

Quelques éléments de stratégie de la politique régionale communautaire.

### **Infrastructures**

Il faut tout d'abord réduire les handicaps qui sont dus à la périphéricité géographique et à l'enclavement de certaines régions. Il nous faut faire un certain nombre d'investissements très importants en infrastructures, afin de créer ces véritables communications à l'intérieur de l'Europe qui permettent des échanges beaucoup plus faciles.

Le Maire d'Arles me parlait hier d'un certain nombre de projets. A titre d'exemple, les liens entre l'Espagne et l'Italie me paraissent effectivement très importants.

On ne peut plus penser l'aménagement du territoire en termes purement national. Et je ne fais pas seulement allusion à de grandes infrastructures classiques, comme les routes ou les réseaux ferroviaires. Il faut aussi investir dans des technologies de pointe, dans des infrastructures telles que les télécommunications. Nous avons lancé un grand programme à Bruxelles — le programme STAR — qui doit permettre aux régions défavorisées de pouvoir disposer d'infrastructures en télécommunications suffisantes. Ces technologies peuvent réduire les distances existantes et peuvent donner des atouts considérables aux régions périphériques pour assurer leur développement économique.

### **Formation**

Nous devons apporter aux régions défavorisées des éléments d'aide fondamentaux et massifs en terme de formation, car je crois que le rattrapage des inégalités régionales viendra par des investissements lourds dans ce domaine, même si les résultats ne sont pas visibles à très court terme.

### **Réseaux d'information**

Le développement se fera aussi par la possibilité de mettre en situation un certain nombre de gens imaginatifs qui devront assurer les conditions de développement. On ne

peut plus s'appuyer sur les modèles de développement des années 60, où des investissements étrangers venaient sur place dans une région, créaient les grandes usines et créaient le développement. C'est fini. Le futur, c'est la capacité des forces vives internes d'analyser leurs propres atouts et de les mettre en avant. C'est ce qu'on appelle le développement endogène, le développement local.

Ce développement endogène doit être suscité et aidé, non seulement par de l'argent public, mais par des gens qui ont acquis une expérience dans les régions les plus riches. Cette expérience doit être transférée dans des régions qui ont plus de problèmes. Il est très important que des réseaux d'informations soient créés à travers l'Europe, à travers les régions, afin que les 8 milliards d'écus annuels dont nous disposerons en 1992 pour faire du développement régional ne soient pas gaspillés et mal utilisés.

## CONCLUSION

Je terminerai en mentionnant une citation d'un ancien Président de la Commission, le regretté Jean REY, qui était un homme d'Etat éminent. Il a dit un jour: «Dans l'Europe, il y a diverses politiques, et la politique régionale est à l'Europe ce que le cœur est à l'être humain». Je crois qu'il avait entièrement raison: nous sommes, après 30 ans, dans cette construction européenne et dans cette intégration, encore au stade de l'enfance, de l'adolescence; nous ne sommes pas encore des adultes, ce qui nous donne certaines faiblesses, mais aussi le privilège de la jeunesse et de l'enthousiasme.

Nous avons maintenant, grâce à l'Acte unique et grâce aux efforts notamment de la Commission et du Président Delors, les capacités de faire un saut qualitatif supplémentaire.

Je suis content qu'à la périphérie on s'intéresse beaucoup à l'Europe. Cela veut dire que ça marche, cela veut dire que nous sommes devenus des gens intéressants. C'est un bon signe. Nous étions des enfants, pas encore des adolescents, j'espère que grâce à une politique régionale renforcée, dans les quelques années à venir et en 1992, nous aurons — pour reprendre le mot de Jean Rey- «un cœur musclé et un cœur d'athlète» pour affronter les défis, qui seront évoqués tout au long de cette rencontre.